



LE MAGAZINE
DU CONSEIL GÉNÉRAL
DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES
www.cg64.fr

MOINS DE 30 ANS:
TOUTES LES AIDES POUR
VOS PROJETS

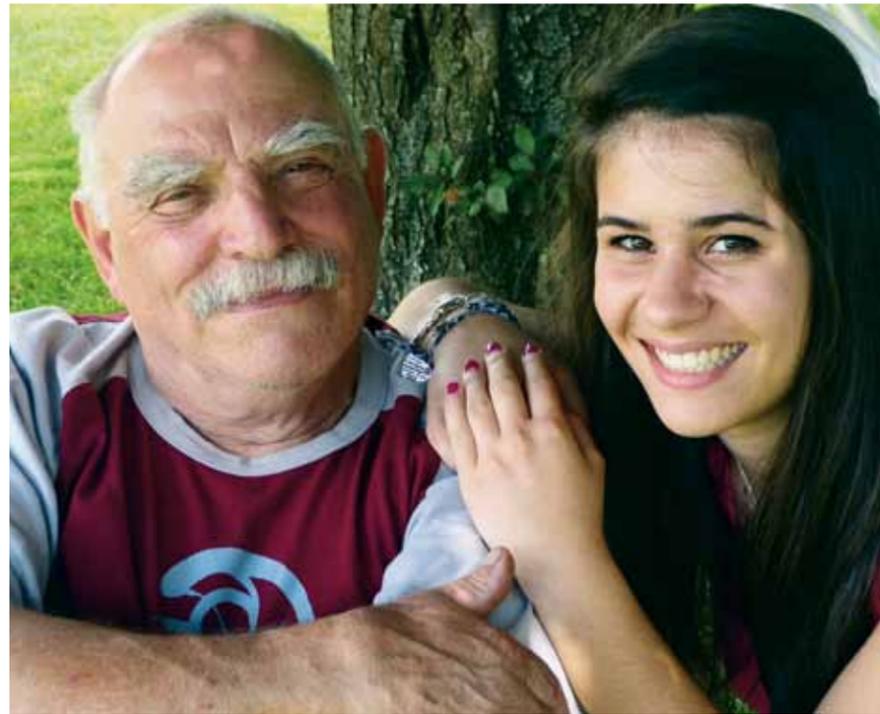
À CHEVAL SUR LES PAS
DES CONTREBANDIERS

L'AGRICULTURE PREND UN
COUP DE JEUNES

BUDGET 2013

LE DÉPARTEMENT INVESTIT POUR VOUS





ÉDITO

UN AVENIR POUR TOUS

L'argent est le nerf de la guerre. Il nous permet de mener notre combat quotidien contre les inégalités. Sans argent mis au service de toute la collectivité, nous ne pourrions pas assurer nos missions d'aide aux personnes âgées ou handicapées. Nous ne pourrions pas mener nos actions d'insertion pour ceux qui n'ont pas d'emploi. Nous ne pourrions pas construire les routes qui desservent toutes nos campagnes. Nous ne pourrions pas bâtir et équiper les collèges de nos enfants. Et ce ne sont là que quelques exemples dans la longue liste des très nobles missions qui nous ont été confiées et qui nous tiennent à cœur.

L'élaboration de notre budget est donc un exercice crucial. Aujourd'hui, plus que jamais, nous devons le penser dans un contexte où les marges de manœuvre se rétrécissent. Si nous bénéficions de finances saines, nous veillons cependant avec la plus grande attention à utiliser au mieux chaque centime. Grâce à cette gestion rigoureuse, nous n'augmenterons pas les impôts cette année. Afin que nous conservions une assurance sur l'avenir, ce budget 2013 maintient également notre matelas d'épargne. De même, pour ne pas alourdir la dette qui pèse sur notre collectivité, nous avons limité au strict minimum notre recours à l'emprunt.

Enfin, et c'est ce qui fait l'exception des Pyrénées-Atlantiques, nous continuons d'investir fortement dans le développement économique et dans celui de nos territoires. Ces investissements sont la condition nécessaire aux emplois de demain.

Avec ce budget, nous bâtissons un avenir pour tous.



Georges Labazée,
Président du Conseil général
Sénateur des Pyrénées-Atlantiques

64

SOMMAIRE

AVRIL-MAI 2013 / NUMÉRO 58



LES GENS D'ICI p. 4

Ils font la richesse et le dynamisme de notre département. Portraits express de cinq personnalités au caractère bien trempé.

ÇA BOUGE EN P.-A. ! p. 6

De nouveaux transports interurbains, une journée festive à la Rhune, des cuisiniers au goût du jour... toute l'actu du CG 64.

SOLIDARITÉ(S) p. 10

Le développement durable en marche

Tri incitatif, multiplication des Amap, habitat participatif, bio dans les cantines... Les initiatives se multiplient dans le département.

Une guerre des quartiers, pour jouer

À Bayonne, les jeunes de Saint-Étienne ont conçu et commercialisé un jeu de société.

Quelles aides pour les projets jeunes ?

La question d'entraide de ce numéro.

GRAND ANGLE p. 15

Budget 2013 : l'exception 64

Dans un contexte financier difficile, le Conseil général assure ses missions de solidarité et maintient un fort niveau d'investissement.

CRÉATIVITÉ p. 20

Agriculture : la force de la jeunesse

Ils sont jeunes, qualifiés et ils aiment leur terre. À la rencontre de ces nouveaux exploitants de moins de 40 ans.

UNE JOURNÉE AVEC p. 24

... Annie Bordenave, assistante familiale

Depuis 15 ans, elle accueille à son domicile d'Hosta des enfants placés. Reportage.

CULTURE(S) p. 26

Un département à la page

Via la bibliothèque départementale, chaque lecteur peut disposer de l'ouvrage de son choix, partout dans les Pyrénées-Atlantiques.

LOISIRS p. 28

À cheval sur la frontière

Entre Saint-Palais et Biriattou, le sentier des Contrebandiers promène les cavaliers à travers des paysages époustouffants. En selle.

64 Édité par le Conseil général des Pyrénées-Atlantiques

Pau : 64, avenue Jean-Biray – 64058 Pau cedex 9

Tél. : 05 59 11 46 64

Bayonne : 4, allée des Platanes – 64104 Bayonne

Tél. : 05 59 46 50 50

www.cg64.fr – contact@cg64.fr

Directeur de la publication : Georges Labazée. Codirecteur de la publication : Arnaud Villeneuve

Réalisé par la direction de la communication du

Conseil général des Pyrénées-Atlantiques. Directeur :

Jean-François Gazon. Rédacteur en chef : Vincent Faugère.

Rédacteur en chef technique : Roland Denis

Pigistes : Mattin Larçabal, Jean-Marie Puyau, Aure Séguier, Valeurs du Sud.

Photos : Vincent Bauza, Beginada, Jean-Marc Decompte,

Laborari, Sergio Laburu, Mathieu Thomassin, Nicolas

Thouvenin, DR

Conception graphique : Meanings – Tél. : 01 45 49 29 34

Impression : Maury Imprimeur, 45330 Malesherbes

Maury Imprimeur est impliqué dans la préservation de

l'environnement par ses certifications PEFC et Imprim'Vert.

Imprimé sur du papier PEFC dans le respect de l'Agenda 21 du

Conseil général des Pyrénées-Atlantiques

ISSN : 1280-4312 – Dépôt légal : avril 2013

LES GENS D'ICI

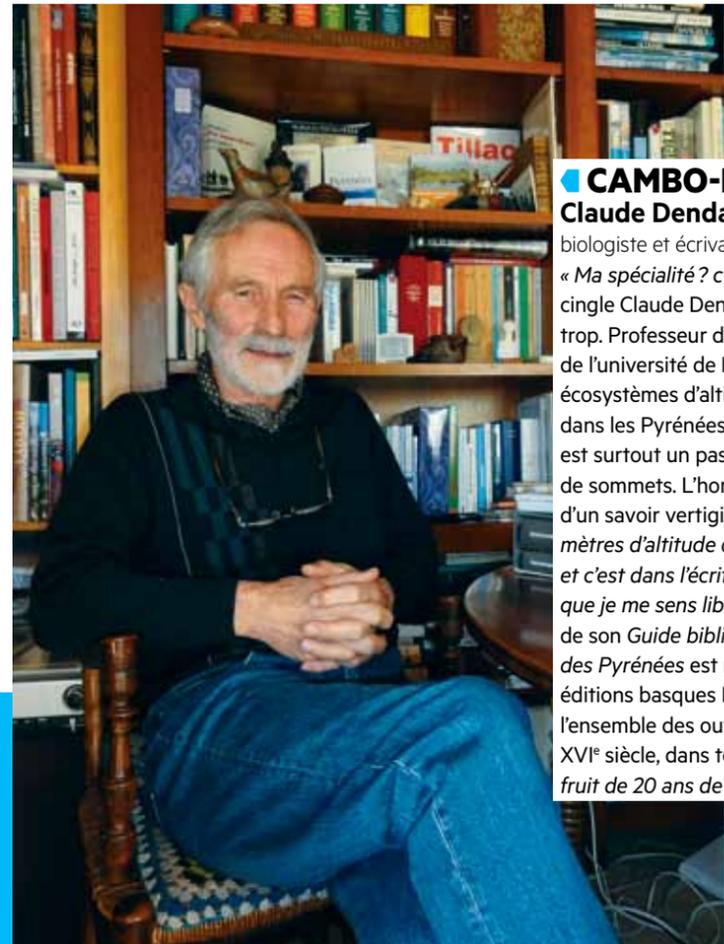
ILS SONT BÉNÉVOLES ASSOCIATIFS, PYRÉNÉISTES ÉRUDITS, ARTISTES, CRÉATEURS. ILS FONT LA DIVERSITÉ ET LA FIERTÉ DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES. **CINQ PORTRAITS** D'HABITANTS DU DÉPARTEMENT.



▶ **SAUVAGNON. David Morazin**, comédien et metteur en scène. Il aura attendu 33 ans. « *J'ai longtemps tourné autour de l'art sans jamais l'approcher* » raconte David Morazin. Adolescent, pourtant, un premier contact avec les planches le grise. Puis, rideau. Il faut vivre. Défilé de métiers : barman, aide géomètre, militaire, garagiste... Il débarque en Béarn en 2000, « *pour le soleil* ». Il y trouve sa lumière. Premiers cours et, très vite, premiers rôles. Révélation : « *Le théâtre permet de montrer ce qui ne se voit pas, ce qui fait nos existences.* » Aujourd'hui, avec sa compagnie Tout droit jusqu'au matin, il met en scène *Le journal de Grosse Patate*, une pièce pour enfants. Mais pas forcément ce qu'on imagine. « *L'art, il faut que ça dérange, sinon, quel intérêt ?* »



▶ **ASTE-BÉON. Emilie Tarascou**, artiste numérique. Paradoxe de la modernité : être branché permet de vivre à l'écart de l'agitation du monde. « *J'ai fait le choix de vivre à la montagne pour pouvoir parler de la ville* » plante Emilie Tarascou, née à Pau il y a 28 ans. De son repère d'aigle de la vallée d'Ossau, elle co-réalise MediaEntity, BD transmédia diffusée sur le net. Des histoires de doubles virtuels, d'addiction aux réseaux. Avec tout le buzz qui s'en suit : internautes accros, opérateurs et éditeurs à l'affût. Diplômée en cinéma d'animation, la dessinatrice passionnée ne renonce pas à l'escapade professionnelle parisienne. N'empêche : « *côtoyer les éleveurs ou donner de la voix dans les cantèras est salubre.* » Sortie du cybermonde, on l'a aussi vue rallier l'Irlande, depuis Pau, à vélo.



▶ **CAMBO-LES-BAINS. Claude Dendaletche**, biologiste et écrivain. « *Ma spécialité ? c'est de ne pas en avoir !* » cingle Claude Dendaletche. Ou d'en avoir trop. Professeur de biologie retraité de l'université de Pau, spécialiste des écosystèmes d'altitude, défenseur de l'ours dans les Pyrénées, Claude Dendaletche est surtout un passionné. De livres et de sommets. L'homme arpente les voies d'un savoir vertigineux. « *C'est à 3000 mètres d'altitude que je me sens le mieux et c'est dans l'écriture et la recherche que je me sens libre.* » Le second volume de son *Guide bibliographique illustré des Pyrénées* est récemment sorti aux éditions basques Koequi. Un répertoire de l'ensemble des ouvrages parus depuis le XVI^e siècle, dans toutes les langues. « *Le fruit de 20 ans de travail !* »

▶ **BOUCAU. Lionel Hirigoyen**, président de l'Amicale gargalaise. L'homme rechigne à se mettre en avant. Il porte pourtant une histoire. Celle d'un quartier, d'une ville et d'un peuple dont il colore le quotidien à coup de festivités, tournois, agapes et spectacles. Flashback. L'Amicale gargalaise que préside Lionel Hirigoyen est née dans le tourbillon de la terrible grève qui secoua les Forges du Boucau, en 1930. Même musique : « *En période de crise, les gens ont besoin de prendre du plaisir.* » Métallo de l'aciérie Celsa, rodé aux postes, Lionel Hirigoyen pratique « *la solidarité par la bonne humeur* ». Malgré les emplois du temps noircis, « *je pense aux autres avant moi* » dit le père de famille. Avec cette fierté qui trempe un Boucalais : l'amicale n'a jamais demandé une seule subvention.



▶ **DENQUIN. Marie-Claire Delay**, chanteuse lyrique. Elle porte l'art lyrique « *là où on ne l'attend pas* ». Dans les campagnes, crèches, écoles. Elle monte sur scène avec des personnes souffrant d'autisme, remise les classiques pour chanter Salvador ou Ferrer. Née il y a 49 ans à Pau, mère de trois enfants, la soprano Marie-Claire Delay a découvert sa voix sur le tard. Longtemps, à Paris, elle a été formatrice en entreprises. Deux voyages en Italie lui ont donné le *la*. Le *bel canto*, là-bas, est « *une chose naturelle* » envie-t-elle. Professeur au conservatoire de Bayonne, elle distille : « *Les disques sont infidèles. Il faut entendre la musique en concert.* » Avec la Dame de pique, association fondée avec son mari agriculteur, elle réactivera cet été les soirées de Culture à la ferme. Loin des oripeaux d'opéra.



ÇA BOUGE EN P.A!

LE PETIT TRAIN DE LA RHUNE EN FÊTE, DES EMPLOIS QUI ÉCLAIRCISSENT L'AVENIR DES JEUNES, UNE CHARTE SIGNÉE POUR LES 11-25 ANS, DE NOUVEAUX SERVICES DE TRANSPORTS EN JUILLET, UNE APPLICATION PORTABLE POUR DÉCOUVRIR LA NATURE... **VOICI 14 BONNES NOUVELLES** POUR TOUS LES HABITANTS.

Retrouvez toute notre actualité sur www.cg64.fr

DÉPLACEMENTS

LAISSEZ-VOUS TRANSPORTER

L'autocar n'est plus ringard. Tarifs défiant toute concurrence, nouvelles lignes, correspondances avec les réseaux des agglomérations et les services SNCF: le 1^{er} juillet, le Conseil général lancera son nouveau service de transports en commun, baptisé Transports 64. Avec une idée-phare: « Nous

de maintenir des liaisons sur des trajets peu fréquentés, tout en évitant que nos véhicules roulent à vide » éclaira Jean Arriubergé.

Les horaires et les arrêts sont fixes mais l'usager devra réserver son voyage, la veille par téléphone. Sur ce même principe de réservation, le transport à la demande élargit son offre. Après



proposons une alternative crédible à la voiture » poursuit l' élu. De nouvelles liaisons sont créées ou améliorées: entre Mauléon et Oloron, Cambo et Hasparren, ou encore entre Espelette et Cambo. Autre nouveauté de taille: la ligne sur réservation. « Elle permettra

Lacq, Arzacq et Nay, une dizaine d'intercommunalités envisagent de s'équiper de minibus pour irriguer les zones rurales. Le covoiturage monte également en puissance. Le site Covoiturage64.com, créé par le Conseil général, compte déjà plus de 2700 utilisateurs réguliers. Une trentaine de secteurs stratégiques ont également été identifiés dans le département et seront aménagés à terme pour encourager les trajets partagés.

Transports 64 Scolaires. Le réseau départemental, c'est aussi le transport des élèves vers leurs établissements. Les inscriptions pour l'année 2013-2014 seront ouvertes dès la mi-juin sur cg64.fr. ■

VOILE

Alfaro au départ de Bordeaux

Le skipper basque Amaïur Alfaro sera sur la ligne de départ de la Solitaire du Figaro, le 2 juin prochain à Bordeaux. Course à étapes, l'épreuve s'arrêtera à Porto, Gijon et Roscoff, avant l'arrivée à Dieppe le 23 juin. Formé à



la voile dans les embruns de la baie de Socoa, l'enfant du pays a hissé son nom sur les hauteurs des épreuves transatlantiques. Associé à Christophe Lebas, il décrochait notamment l'an dernier une très belle 8^e place dans la Transat AG2R. Le départ de la Solitaire du Figaro, qui a lieu cette année dans la capitale aquitaine, est l'occasion d'aller l'encourager. Amaïur Alfaro est soutenu par le Conseil général.

BONS PLANS

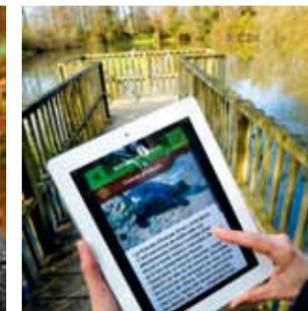
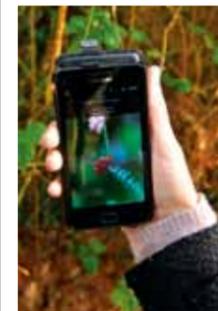
Le grand charme à petit prix

Hôtel avec vue sur la mer, luxueuse chambre d'hôte, séjour en résidence de charme: c'est l'heure des bons plans à prix réduit, avant le grand afflux estival. Jusqu'au 28 avril, la côte basque vous ouvre ses bras en proposant une sélection d'hébergements à 64 euros. Baptisée « Le 64 à 64 euros », cette opération du comité départemental du tourisme Béarn-Pays basque est reconduite du 24 mai au 12 juillet dans tout le reste du département. C'est le moment d'en profiter! www.64a64euros.com

ENVIRONNEMENT

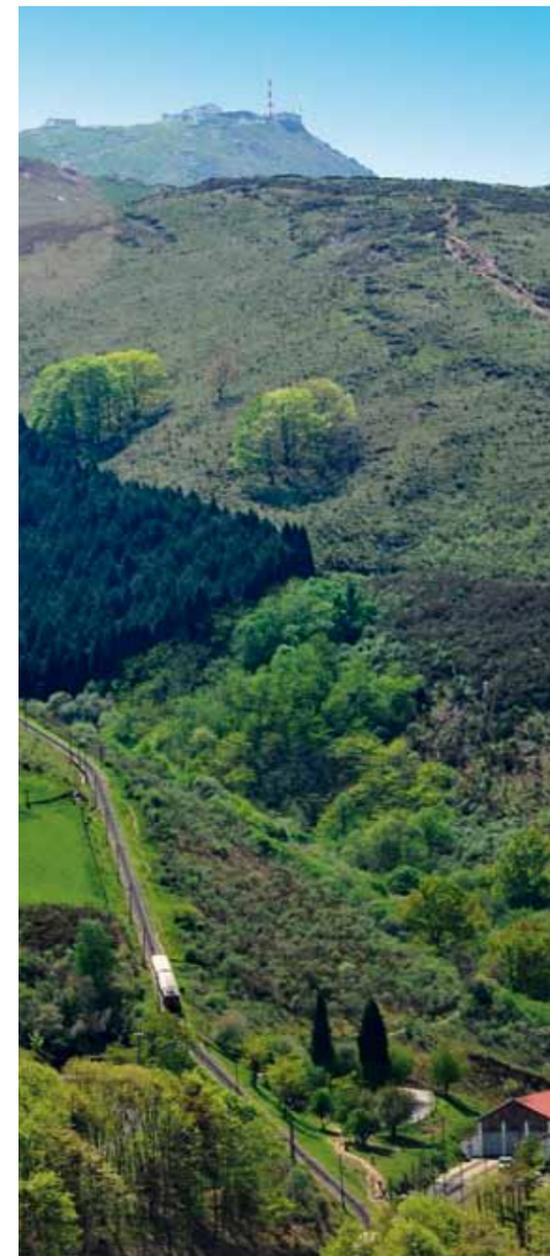
LA NATURE, C'EST SMART!

Le printemps revient. C'est le moment de partir à la découverte des paysages du département, de leur faune et de leur flore. Grâce à Nature 64, application pour smartphones et tablettes, le Conseil général vous guide à travers les espaces naturels sensibles. Vingt-deux sites sont désormais disponibles sur Nature 64. Avec à la clé, géolocalisation, cartographies, descriptifs, photos, animations. Nouveauté: une douzaine de films sont mis en ligne dès ce mois de mai. L'occasion par exemple de mieux connaître le séneçon en arbre qui pousse sur la corniche entre Hendaye et Ciboure.



LA RHUNE

Le petit train en fête



Des retrouvailles, ça se fête. Après un exil de 12 ans dans le privé, le petit train touristique de la Rhune est revenu en octobre dernier dans le giron du Conseil général. Avec, déjà, des nouveautés: extension des aires de stationnement, préservation sur place et par internet, possibilité de paiement par carte bancaire au sommet... Pour marquer le coup, et pour lancer la saison qui s'ouvre, deux journées spéciales sont organisées les vendredi 26 et samedi 27 avril sur ce site qui est l'un des plus visités d'Aquitaine.

Le premier jour sera consacré aux visites officielles. Une dizaine de classes de collégiens, venues de tout le département, seront également de la partie. Des animations pédagogiques et ludiques leur seront proposées. Elles porteront sur le petit train, mais aussi sur l'environnement et les écosystèmes. Pour l'occasion, le Centre permanent d'initiative pour l'environnement (CPIE) fera partager ses connaissances. Le samedi, de 9 heures à 18 h 30, c'est tout le public qui est convié à une grande journée festive d'animations. Il y aura notamment des jeux, des balades, des mini-spectacles. Sans oublier, bien sûr, le plaisir partagé de se retrouver au sommet de la Rhune. La saison du petit train sera bel et bien lancée. **Samedi 27 avril de 9 heures à 18 h 30: animations ouvertes à tous.**



BALADES

La Verna vous ouvre la terre

Imaginez, sous terre, un volume qui pourrait accueillir deux terrains de rugby dans leur longueur et où tiendrait la tour Montparnasse. Vous aurez alors une idée de la salle naturelle de la Verna, troisième cavité au monde par sa taille, soit 250 m de diamètre et 190 m de haut. Située à Sainte-Engrâce, la Verna est mondialement connue: pour sa géologie, sa faune et sa flore. La



Verna, et c'est unique, est aménagée pour accueillir le grand public, y compris les personnes en fauteuil roulant. Elle vient de recevoir le Trophée de l'accessibilité 2013. La Verna fête cette année ses 60 ans, avec à la clé une pléiade d'animations. Émotions assurées. www.laverna.fr

Voyage au temps des Romains

À Lalouquette, au début de notre ère, les Romains ont occupé pendant cinq siècles une grande ferme sur les rives du Gabas. Ils l'ont transformée en un véritable palais. Aujourd'hui, c'est tout le faste de cette villa gallo-romaine, son histoire, son architecture, ses décors, ses superbes mosaïques, la vie aristocratique de ses propriétaires, que l'on découvre à travers l'espace muséographique de Claracq. Celui-ci ouvre ses portes au grand public le 2 mai. L'occasion d'un beau voyage dans le temps.

villa-gallo-romaine-de-lalouquette.fr

16-25 ANS

UN EMPLOI POUR UN NOUVEAU DÉPART

Laureen Gomez a 24 ans. À cause d'un problème de santé, elle a dû interrompre sa formation initiale en coiffure. Puis elle a multiplié les expériences professionnelles. Sans succès. Grâce aux emplois d'avenir, elle a intégré en ce début d'année la maison de la solidarité

départementale d'Orthez, un service satellite du Conseil général. Là, elle se forme au secrétariat et à l'accueil, apporte un soutien administratif à l'infirmière de la structure. « *J'ai beaucoup appris depuis ma prise de fonction. Je compte aussi sur le temps de formation obligatoire inclus dans le contrat pour préparer mon bac professionnel et le concours d'adjoint administratif* » projette Laureen Gomez. La jeune femme consacre tous ses lundis à une remise à niveau en français. À Bayonne, Benoît Laporte, sans diplôme, prend également sa mission d'agent de contrôle des transports scolaires très au sérieux. « *Je me forme au droit du transport et à la réglementation départementale. J'ai aussi envie d'apprendre le volet médiation avec les publics* » met-il en avant. Comme Laureen et Benoît, ils sont déjà six à avoir pris leurs fonctions dans différents services pour une durée de trois ans : comme agent maritime, aide cuisine ou agent de préservation du patrimoine. Une quinzaine de jeunes supplémentaire va bénéficier cette année des emplois d'avenir signés par le Conseil général. Un total de 70 contrats est prévu d'ici la fin 2015. Avec, pour les jeunes qui donnent satisfaction, une embauche définitive au sein de l'institution. Pour rappel, les personnes intéressées doivent impérativement adresser leur curriculum vitae à la mission locale dont ils dépendent. ■

Laureen Gomez et Benoît Laporte: apprendre un métier et acquérir un diplôme grâce aux emplois d'avenir du Conseil général.



PRATIQUE Des relais pour l'aide à domicile

Pas toujours facile de s'y retrouver quand on emploie quelqu'un à son domicile. Heureusement, il y a les Relais assistants de vie. Mis en place par l'institut Ipéria en partenariat avec le Conseil général, ils s'adressent à tous les particuliers qui sont employeurs et à tous les aidants familiaux, salariés comme demandeurs d'emploi. Étendus à l'est du département, les Relais assistants de vie permettent aux salariés qui le souhaitent de partager leurs expériences, de s'informer sur les formations professionnelles ou sur l'évolution des réglementations. N'hésitez plus : **0800 820 920** (appel gratuit) ou **05 59 12 23 36**



SOLIDARITÉ Et si vous vous engagez à l'étranger ?

Vous voulez vous engager dans la solidarité internationale ? La Journée du volontariat répondra à toutes les questions que vous vous posez : comment disposer d'un congé auprès de son employeur ? avec qui partir et dans quel but ? quels sont les dispositifs existants ? Ce sera l'occasion de rencontrer associations et acteurs institutionnels. Un speed-dating mettra également en relation des jeunes, des associations et des entreprises sur des missions de volontariat. Journée du volontariat : samedi 1^{er} juin, de 13h 30 à 18 heures au parlement de Navarre, à Pau. Renseignements auprès du Conseil général au **05 59 11 44 72** et de Cap Coopération au **05 56 84 82 26**



Béarnais-gascon-occitan - Graphie classique

Los joens qu'an la lor Carta!

Lo Conselh generau 64 e uns partenaris institucionaus que signèn lo 28 de heurèr passat ua Carta d'engatjament en favor deus joens deus Pirenèus Atlantics. Que s'ageish de cobastir ua politica tà « promòver ua egalitat vertadèra e acompanhar lo joenèr de cap tà l'autonomia en tot favorizar la capacitat d'iniciativa e d'engatjament son ». Dab aquera Carta, l'Estat, los organismes sociaus, las collectivitats, los establiments d'ensenhament, las associacions, las enterpresas... qu'ensajaràn de hicar en obra quate enjòcs màgers. Purmèr, bastir ua politica dab e taus joens, per exemple en sostiénner la creacion d'espacis qu'us seràn dedicats. Que s'ageish, en seguint, de garantir l'egalitat deus territòris, en hicar l'accent sus l'equitat e l'egalitat deus dreus, l'accès a la santat e la mobilitat. La Carta que vòu tanben har que

lo joen sia « actor deu projècte de vida son » en l'ajudar tà l'orientacion com tà l'insercion. Lo darrèr objectiu qu'ei de melhorar l'accès deus joens a l'informacion sus l'accion publica que'us pertòca. Tà aquò har, que serà, enter autes, creat un apè tà repertoriar los dispositius qui existeishen dejà. Un eveniment dedicat a la joenessa que i averà tanben, d'ara enlà, tot an.

Les jeunes ont leur Charte!

Le Conseil général 64 et ses partenaires institutionnels ont signé le 28 février à Bayonne une Charte d'engagement en faveur des jeunes du département. Elle permettra de construire une politique qui assurera notamment une égalité entre tous les jeunes, les accompagnera dans leur projet de vie et améliorera l'accès aux informations qui les concernent. ■

ÉDUCATION Deux langues dès le plus jeune âge

Et si vous inscriviez vos enfants dans une école bilingue pour la rentrée prochaine ? Apprendre une deuxième langue dès le plus jeune âge stimule l'éveil et le développement intellectuel. Chez nous, le basque et le béarnais s'entendent et se parlent dès la maternelle, voire dès l'accueil en crèche. Les ikastolas et les calandretas, qui sont des écoles associatives, favorisent l'immersion des enfants dans la langue. Les écoles bilingues, publiques ou privées, dispensent quant à elles un enseignement partagé pour moitié en français et en langue régionale. Toutes sont soumises aux programmes de l'Éducation nationale. Pour connaître les écoles de votre secteur : cg64.fr et mintzaira.fr

CONCOURS LITTÉRAIRE Collégiens en course pour la palme

Qui a dit que l'écriture n'intéressait plus les collégiens ? Le concours littéraire organisé par l'association des membres de l'Ordre des palmes académiques (Amopa) fait des émules. Des 50 élèves du début on est aujourd'hui passé à près de 2 000 participants. Les jeunes plumes ont planché cette année sur « Le temps numérique ». L'exercice se place hors des exigences scolaires. La poésie accapare même à 70 % les faveurs de la jeunesse. Les remises de prix auront lieu en mai dans chaque établissement participant. Lors de la précédente édition, un élève de 5e du collège Elhuyar d'Hasparren avait obtenu le premier prix national de poésie.

COLLÈGES

L'ÉQUILIBRE AU MENU DES CUISTOTS



La santé des collégiens commence dans leurs assiettes. Pour améliorer l'équilibre des 14 190 repas qu'ils confectionnent chaque jour, 40 chefs cuisiniers des services de restauration de nos collèges poursuivront d'ici juillet leur formation continue, sous la houlette de la diététicienne du Conseil général. Objectif : renforcer l'équilibre des menus en favorisant les produits de qualité et en réduisant au passage sucres et graisses. Cette action complète la démarche « Manger bio, labels et produits d'origine », déjà engagée par 25 collèges du département.



MIEUX VIVRE

DÉVELOPPEMENT DURABLE : LE 64 EST EN MARCHÉ

Habitat participatif à Bayonne, collecte incitative de déchets en Béarn, boum des Amap, produits bio dans les collèges, industrie verte : les démarches de développement durable se multiplient.

Choisir l'orientation de son appartement, sa situation, le nombre de pièces et leurs surfaces, ou encore la disposition des parties communes : c'est la séduisante proposition du Comité ouvrier du logement (COL) à Bayonne. Cette société coopérative

de production d'HLM mène actuellement une démarche originale d'habitat participatif au cœur de l'éco-quartier du Séqué, situé au nord de la ville. Depuis décembre dernier et jusqu'à fin avril, les futurs habitants définissent ensemble leur programme individuel et collectif lors de réunions publiques, en amont de la réalisation de

45 logements en accession sociale à la propriété. Une forme innovante de création de lien social. S'il se veut participatif, le développement durable encourage également une pratique responsable dans nos gestes quotidiens. Engagée depuis une quinzaine d'années dans une politique ambitieuse de gestion des

déchets, la communauté de communes du Mieu-de-Béarn a instauré le 1^{er} janvier dernier la redevance incitative, afin d'encourager ses 12 500 habitants à mieux trier et à réduire le volume de leurs déchets.

Une puce pour les déchets

Ce système pionnier dans le département remplace la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM). Le montant de la redevance est directement lié à la production de déchets. L'usager paie en fonction de ce qu'il jette, grâce à un bac équipé d'une puce électronique. C'est le principe du producteur-payeur.

Au cœur de ces changements profonds de modes de consommation et de production, les Pyrénées-Atlantiques n'échappent pas au boum des circuits courts et de proximité. Notre département compte ainsi 69 associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (Amap), un chiffre

◀ Au cœur de l'éco-quartier du Séqué, à Bayonne, les futurs habitants du programme du COL participent à la conception de leurs appartements et des espaces publics.



PAROLE D'ÉLU

« Les derniers transferts de patrimoine et de compétences ont renforcé le rôle très important du département dans le domaine des infrastructures routières et des transports. Avec la signature de la Convention d'engagement volontaire des acteurs des infrastructures routières, le Conseil général s'est inscrit dans une démarche de développement responsable et de haute qualité environnementale. Nous retrouvons par exemple, parmi les principaux engagements de cette convention, l'objectif de réemployer ou de valoriser 100 % des matériaux géologiques naturels excavés sur les chantiers, ou encore celui d'atteindre un recyclage de 100 % des matériaux issus de la déconstruction routière. »

Bernard Molères, vice-président chargé de l'aménagement du territoire et du développement durable, conseiller général d'Orthez.



Près de 4 000 familles ont choisi le système de vente directe des produits de la ferme proposé par les 69 Amap du département.



La communauté de communes du Mieu-de-Béarn a mis en place un système de puce qui permet de mesurer le volume de déchets produit par chaque foyer. Une incitation à jeter moins et à mieux trier.

quatre fois supérieur à la moyenne des autres départements français. Ce sont ainsi près de 250 producteurs et 4 000 familles de « consom'acteurs » qui ont déjà fait le choix de ce système de vente directe de produits de la ferme. Le Conseil général accompagne lui aussi cette démarche de proximité avec les producteurs locaux. Grâce à une charte signée avec 105 fournisseurs, il permet aux enfants de 25 collèges, soit plus de la moitié des établissements du département, de manger chaque jour des produits bio ou labellisés.

Moins de carburant dans les turbines

Les entreprises des Pyrénées-Atlantiques, à l'image de Turbomeca, mesurent également les enjeux du développement durable. À Bordes, le leader mondial des moteurs d'hélicoptère travaille à une réduction de moitié de la consommation de ses turbines. Comme s'en félicite Christian

Houel, le président de l'Union des industries et des métiers de la métallurgie (UIMM) Adour-Atlantique, « les avionneurs et motoristes, ainsi que les sous-traitants qui les accompagnent, font des efforts considérables pour diminuer les bruits, les émissions de CO₂ et de polluants. Conception de nouveaux moteurs, optimisation de la combustion, diminution des frottements aérodynamiques sont

autant de chantiers qui génèrent de l'activité pour l'ensemble de la filière. »

Au cœur du pôle de compétitivité mondial Aerospace Valley, le Conseil général pilote de même le projet Nature & Technology, dédié au développement d'une nouvelle industrie aéronautique, plus vertueuse. Au croisement de l'innovation technologique et des exigences environnementales. ■



Place au covoiturage

Encourager le covoiturage est une chose. Encore faut-il que ses adeptes puissent garer correctement leurs véhicules avant de faire banquette commune. Le problème est particulièrement criant aux entrées d'autoroute où les stationnements anarchiques se multiplient. « À l'échelle du département, le besoin total est estimé à 1000 places de stationnement » précise Georges Labazée, président du Conseil général. « Aussi, nous avons identifié une trentaine de terrains susceptibles d'être transformés en aires

de covoiturage. À chaque concrétisation, nous agrémenterons le parking d'une signalétique adéquate, tandis que la communication entre les utilisateurs sera renforcée via l'amélioration de notre site covoiturage64.fr » poursuit-il.

Envisagée dès 2014, la réalisation de l'aire de Lescar permettra d'accueillir 155 véhicules. Elle sera combinée à la mise en service d'une nouvelle voie d'accès au site de la communauté Emmaüs, le plus important de France. À Briscous, autre secteur prioritaire, l'objectif est d'aménager une aire capable de recevoir 40 véhicules. ■

► UN DÉVELOPPEMENT TOURNÉ VERS L'AVENIR

Qu'est-ce que le développement durable ? Sa définition en a été donnée par le rapport Brundtland, rédigé en 1987 par l'ONU. « Le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. » Le développement durable ne se réduit pas à la seule question de la protection de l'environnement. Il se donne cinq grands objectifs : la cohésion sociale et la solidarité entre les territoires et entre les générations, l'épanouissement de tous les êtres humains, la lutte contre le changement climatique, la préservation de la biodiversité et des ressources et, enfin, une dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables.

► PREMIÈRES RENCONTRES

Depuis le 4 avril, le Conseil général organise les premières Rencontres du développement durable. À travers ateliers et groupes de travail ouverts aux acteurs du territoire, celles-ci vont se poursuivre un peu partout dans le département jusqu'au 21 septembre, date de la fête de la Corniche. Ces rencontres préfigurent des actions départementales sur les thématiques de l'eau, de la transition énergétique, de l'économie montagnarde et de l'égalité homme-femme.

► LE CONSEIL GÉNÉRAL DONNE L'EXEMPLE

Symboles de sa politique volontariste en matière de développement durable, plus de 90 % des 67 actions qui composent l'Agenda 21 du Conseil général sont désormais engagées. Outre les grands programmes en matière d'eau, d'assainissement ou d'aide à l'agriculture, l'institution départementale donne l'exemple. Depuis octobre, elle propose à ses agents un dispositif de covoiturage. Chaque jour, une navette assure la liaison entre l'hôtel du département de Pau et la délégation de la Nive à Bayonne. Et ça marche !

Depuis l'an dernier, les agences techniques du Conseil général réduisent leurs campagnes de fauchage, afin de diminuer notamment la consommation de carburant des machines. Objectif pour 2014 : le zéro « phyto », c'est-à-dire l'abandon définitif des produits phytosanitaires pour l'entretien des 4 400 km de bord de routes départementales. La quantité de pesticides utilisés a déjà été diminuée de 78 % depuis 2007 !



INITIATIVE

La guerre des quartiers est déclarée... pour jouer !

À Bayonne, des jeunes ont créé leur jeu de société, Action à Saint-Étienne. Une aventure pédagogique, une initiation à la citoyenneté et une invitation à découvrir leur quartier.



Maeva, Guillaume et Jérémie, ici avec l'animateur Pascal Merlo. Une vingtaine de jeunes de la maison de la vie citoyenne de Saint-Étienne a participé à la création du jeu.

Depuis quelques mois, des bandes rivales se disputent le territoire du plateau Saint-Étienne, à grands coups... de dés ! L'image de ce quartier situé à l'extrême nord de Bayonne, classé en zone urbaine sensible (ZUS) et en zone de redynamisation urbaine (ZRU), est peut-être en train de changer grâce à un jeu de société. Au cœur de la maison de vie citoyenne (MVC), une vingtaine de jeunes a participé à la création d'un jeu de société, Action à Saint-Étienne. Une sorte de déclinaison locale du célèbre Risk. Le but est simple : prendre seul le contrôle du plateau Saint-Étienne et des quatre quartiers qui le composent : Sainsonan, La Citadelle, Ginsburger et Habas-Les Vallons. Chaque joueur est armé de pions représentant des piétons, des vélos, des scooters et des voitures. Le conflit s'engage quand deux pions se retrouvent sur la même case. Mais attention, la police veille. « Nous sommes partis du constat que les jeunes avaient un rapport à la loi un peu flou » rappelle Pascal Merlo, l'un des animateurs de la maison de vie citoyenne. « Nous leur avons ainsi proposé de créer un jeu de société. C'est

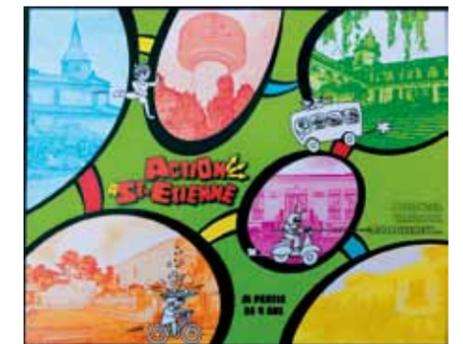
un moyen idéal pour s'amuser tout en prenant conscience des règles de la vie en collectivité. » Pendant un peu plus d'un an, grâce à l'aide des habitants du quartier et d'entreprises locales, ces jeunes âgés de 13 à 21 ans ont dessiné, conçu et fabriqué les pions en bois, le plateau de jeu, la boîte... « Les règles sont venues en jouant et nous en proposons régulièrement de nouvelles sur le site internet de la MVC », s'amuse Bastien, 13 ans.

« C'est gratifiant ! »

« Du projet de conception à la réalisation, en passant par la recherche de financements, il s'agit d'une initiative exemplaire et d'un bel exemple de lien social » s'enthousiasme le conseiller général de Bayonne-nord, Christophe Martin. Le jeu a même montré des vertus insoupçonnées. Il a par exemple permis aux 3500 résidents de Saint-Étienne de découvrir ou redécouvrir leur quartier. « Lorsque nous le vendons en porte-à-porte, nous constatons que beaucoup d'habitants ne connaissent pas vraiment l'endroit où ils vivent »

explique Yoni, 15 ans. Action à Saint-Étienne a été présenté en novembre dernier à Pau, à l'occasion des Assises de la jeunesse organisées par le Conseil général à Pau. Le jeu a déjà été écoulé à plus de 200 exemplaires. Gauthier, 21 ans, ne gâche pas son plaisir. « Quand on est à la base du projet, c'est bien de le voir aboutir. Et quand on voit ce qu'il est devenu, c'est gratifiant ! » sourit le jeune homme.

Action à Saint-Étienne aura nécessité un budget de 12000 euros, dont 40 % de financements publics. La MVC compte maintenant sur l'argent récolté pour organiser dès cette année un véritable championnat de France de ce jeu de société. Une partie grandeur nature, à grand renfort de vrais vélos, scooters et voitures, pendant laquelle les conflits se régleraient lors de tournois de slam, de danse ou de foot, est déjà au programme pour 2014. ■



► OÙ TROUVER LE JEU ?

Vendu au prix de 24,90 €, le jeu Action à Saint-Étienne est disponible auprès de la maison de la vie citoyenne (MVC) de Bayonne Saint-Étienne, 1, rue Ginsburger. Informations complémentaires sur : mvc-bayonne-saintetienne.org ou en appelant au **05 59 55 22 39**.

Projets jeunes : et si on vous aidait ?

QUESTION
D'ENTRAIDE
!!!

Action humanitaire, écologie, solidarité, culture, citoyenneté... Le Conseil général et ses partenaires soutiennent les jeunes de 12 à 30 ans qui souhaitent réaliser leurs projets.



PAROLE
D'ÉLU

« Toute la politique du Conseil général en faveur des jeunes est guidée par deux idées essentielles : tenir compte, au maximum, de ce que disent les jeunes afin de répondre au mieux à leurs attentes et, d'autre part, renforcer la coopération entre tous les acteurs qui travaillent au contact de la jeunesse. Le dispositif Initi'active jeunes est un bel exemple de réponses apportées collectivement pour soutenir les jeunes. Il valorise notamment les projets solidaires, favorise leur autonomie et soutient leur engagement public. Ce sont là des clés essentielles pour l'avenir. »
Arnaud Villeneuve, conseiller général de Tardets, chargé de la jeunesse.

► LA BOURSE INITIATIVE JEUNE

La BIJ s'adresse aux 13-25 ans de Béarn et Soule. Le projet doit être collectif et accompagné par une structure. L'aide peut atteindre 100 euros par jeune.
CAF BÉARN ET SOULE - caf.fr
Delphine Laurent : 05 59 98 56 20 - delphine.laurent@cafpaucnafmail.fr

► LES PROJETS ADOS

Cette aide s'adresse aux 11-17 ans. Le projet doit être collectif et obligatoirement accompagné par un adulte diplômé. Le montant varie en fonction du projet.
CAF DU PAYS BASQUE ET DU SEIGNANX
Joël Sansberro : 05 59 46 78 68 - joel.sansberro@cafbayonne.cnafmail.fr

► LE PACK SACS ADOS

Il concerne les 16-22 ans pour un premier projet de vacances autonome, en France ou à l'étranger. L'aide peut atteindre 100 euros en valeur. Individuel ou collectif, le projet doit être accompagné par une structure.
CONSEIL RÉGIONAL D'AQUITAINE - sacados.aquitaine.fr
Isabelle Siron : 05 56 56 38 26 - isabelle.siron@aquitaine.fr

► LES INITIATIVES JEUNES

Ce dispositif concerne les 16-25 ans déjà constitués en association. Il peut atteindre 2500 euros. L'accompagnement par une structure est obligatoire.
CONSEIL RÉGIONAL D'AQUITAINE - jeunes.aquitaine.fr
Adrien Babby : 05 57 57 84 70 - adrien.babby@aquitaine.fr

► LES PROJETS JEUNES

Attribuée par la direction départementale de la cohésion sociale (DDCS), cette aide d'un maximum de 1000 euros s'adresse aux 18-30 ans pour un premier projet, individuel, collectif ou associatif.
ANNE BIREMBAUX : 05 59 82 52 02 - anne.birembaux@pyrenees-atlantiques.gouv.fr

► LES AIDES DU CONSEIL GÉNÉRAL

Le Conseil général étudie toute initiative collective menée par les 11-25 ans.
MARIE-ODILE RIGAUD : 05 59 11 44 01 - marie-odile.rigaud@cg64.fr

► LES AIDES DE LA MSA

La Mutualité sociale agricole propose des aides en partenariat avec la Caisse d'allocations familiales.
CHRISTIAN GABOTTO : 05 58 06 55 97 - gabotto.christian@sudaquitaine.msa.fr



PAROLE
D'EXPERT

« Il est fondamental que l'expérience des jeunes soit la plus riche possible. Aujourd'hui, l'école et la famille ne suffisent plus. Ce sont les expériences multiples qui apportent des cadres pour organiser ses projets, définir ses aspirations, construire son identité et son regard sur le monde. C'est pourquoi les aides publiques aux projets sont centrales, notamment pour les plus faibles, dont les parents n'ont pas forcément la possibilité de les inciter à tenter des aventures de vie qui leur permettront d'échafauder leur personnalité et de devenir autonome. »
Régis Cortéséro, chargé de recherche à l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire.



FINANCES PUBLIQUES

BUDGET 2013 : L'EXCEPTION 64

Dans un contexte financier difficile, le Conseil général reste solidaire de tous les habitants. Sans relever ses impôts, il participe activement au développement de l'économie locale.



S'il fallait une image pour illustrer la situation financière du Conseil général, on pourrait avancer celle-ci : la mer est houleuse mais le grand vaisseau du département maintient son cap et continue de croiser à une vitesse élevée. « *L'heure est certes à la rigueur mais nous pouvons nous targuer de bénéficier d'une situation financière qui reste exceptionnellement bonne, en comparaison aux départements qui se trouvent dans une même strate de population* » trace Philippe Garcia, vice-président du Conseil général chargé des finances. « *Nous assurons un important montant d'investissements tout en contenant notre dette à un niveau relativement bas* » synthétise l'élu du canton d'Arthez-de-Béarn. Cet investissement fort et cet endettement maîtrisé sont les deux grands marqueurs du budget 2013, voté le 21 mars dernier par l'assemblée départementale. Hors remboursement de la dette, ce budget s'élève à 757 millions d'euros.

La volonté d'investir

Les départements comparables au nôtre consacrent en moyenne 100 à 120 millions d'euros à leurs dépenses d'investissement. Avec 182 millions inscrits à ce poste, le Conseil général affiche clairement sa volonté de souffler dans les voiles de l'économie locale. Il financera notamment cette année la modernisation de la station de La



Opération de fauchage raisonné sur les bords de route du département. Un exemple d'économie de carburant et de préservation de la nature.

Pierre-Saint-Martin, participera au prolongement de la ligne à grande vitesse jusqu'aux Pyrénées-Atlantiques, modernisera les collèges pour un montant de 30 millions d'euros, soutiendra le développement des entreprises ou injectera encore plus de 7 millions d'euros dans le secteur du bâtiment en produisant de l'habitat social. Pour idée, le Conseil général investit en moyenne 272 euros par habitant,

DEUX MILLIONS D'EUROS PAR JOUR
Avec un budget annuel de 757 millions d'euros, le Conseil général décaisse en moyenne 2 millions d'euros par jour.



272 EUROS PAR HABITANT
Sur les cinq dernières années, le Conseil général a investi en moyenne 272 euros par an et par habitant, soit 32 % de plus que les départements de même strate démographique.

6 % DU PIB DU DÉPARTEMENT
Le Conseil général participe de façon considérable à la création de richesses dans le département. Son budget représente 6 % du produit intérieur brut (PIB) des Pyrénées-Atlantiques.



UN INVESTISSEMENT RECORD EN 2012
Les dépenses d'investissement se sont montées l'an dernier à 189 millions d'euros, hors remboursement de capital de la dette. Un record dans l'histoire de l'institution.

NOUS AVONS FAIT LE CHOIX DE NE PAS AUGMENTER LES IMPÔTS LOCAUX ET CELA RESTE UNE PRIORITÉ

soit 32 % de plus que les départements similaires au nôtre. « *Les 50 millions d'euros de crédit de paiement que nous consacrons annuellement aux collectivités locales des Pyrénées-Atlantiques nous placent dans les 10 départements de France qui aident le plus leurs territoires* » met encore en avant Philippe Garcia. « *Le maintien des dépenses d'investissement à un niveau très important est la preuve de notre volontarisme en matière d'aménagement et d'activité économique de notre territoire, avec un effort porté sur les déplacements et les collégiens* » poursuit-il. C'est une autre particularité : environ la moitié des investissements réalisés par le Conseil général des Pyrénées-Atlantiques, soit environ 90 millions d'euros, relève de dépenses volontaristes. Autrement dit, celles-ci ne font pas partie des obligations légales du Conseil général, comme le sont par exemple les politiques de solidarité, les routes ou les collèges. « *Ces politiques optionnelles marquent un choix fort du Conseil général qui entend par exemple appuyer les grands projets industriels créateurs d'emplois* » illustre le président Georges Labazée. « *Nous agissons encore dans le domaine de la protection de*



À Pau, sur un chantier-école de production de légumes biologiques. Le Conseil général va consacrer cette année 73 millions d'euros à ses politiques d'insertion.

l'environnement et de la biodiversité, pour la sauvegarde de notre très riche patrimoine naturel mais aussi pour notre bien-être et celui des générations futures » met-il en perspective.

Une dette maîtrisée

S'il progresse très légèrement, l'encours de la dette est maintenu à un niveau de 233 millions d'euros. Dans les Pyrénées-Atlantiques, l'annuité de la dette est de 29 euros par habitant, alors qu'elle est en moyenne de 55 euros dans les départements de même couche démographique. Pour tout à la fois maintenir un niveau d'investissement élevé et contenir la dette, le Conseil général limite au strict minimum son recours à l'emprunt. Celui-ci est prévu à hauteur de 111 millions d'euros cette année.

Une question brûle ici les lèvres. Le Conseil général des Pyrénées-Atlantiques a-t-il contracté des emprunts toxiques, comme l'ont fait certaines collectivités locales françaises qui se voient aujourd'hui dans l'obligation de rembourser des taux d'intérêt colossaux ? « *Très clairement, la réponse est non. Aujourd'hui, l'intégralité de nos emprunts est sans risque* » rassure Philippe Garcia.

Le cœur de la solidarité

Le cœur de métier du Conseil général reste la solidarité. Il s'agit d'une compétence obligatoire. Ce qui signifie que le département est légalement tenu d'assurer à sa population certaines prestations sociales. Au total, ces dépenses s'élèveront cette année à 305 millions d'euros, ce qui représente 40 % du budget global et près de 65 % du budget de fonctionnement. Au rang des postes les plus importants, on notera les 170 millions consacrés à l'autonomie, c'est-à-dire à l'accueil en établissement et au soutien à domicile des personnes âgées et handicapées. Viennent ensuite les politiques d'insertion, qui comprennent notamment le versement du revenu de solidarité active (RSA) et qui s'élèvent au total à 73 millions d'euros. Enfin, il faut y ajouter une enveloppe globale de près de 62 millions d'euros, allouée à la protection de l'enfance et de la famille ainsi qu'aux actions de santé publique. « *Nous nous engageons ainsi à assurer, malgré la crise, notre rôle de chef de file de l'action sociale et nous entendons rester une collectivité solidaire* » appuie Kotte Ecenarro, vice-président chargé des solidarités. « *Nous continuons d'aider les populations et les territoires les plus fragiles du département. C'est aussi pour cela que nous maintenons et embauchons des personnels car les machines ne remplaceront jamais les hommes et les femmes qui travaillent dans nos services* » met en exergue l'élu du canton d'Hendaye. L'an dernier, le Conseil général a notamment procédé à une trentaine de recrutements dans le secteur de la solidarité, essentiel-



Lors d'un rendez-vous personnalisé entre un allocataire du RSA et son référent unique au Conseil général. Dans leur ensemble, les politiques de solidarité représentent plus de 40 % du budget départemental, soit 305 millions d'euros.

lement des travailleurs sociaux et des agents rattachés à la protection maternelle et infantile. « Notre ratio de dépenses de personnel, bien qu'en hausse en 2013, restera très inférieur à la moyenne nationale, soit 18 % de nos dépenses de fonctionnement contre 21 % au niveau national » pointe cependant Philippe Garcia.

► Un contexte difficile

L'exercice budgétaire 2013 intervient dans un contexte économique difficile. « Les départements ont été affaiblis par la réforme de 2008 sur la fiscalité des collectivités locales » rappelle le vice-président chargé des finances. « Les compensations de l'État n'ont pas suivi au même rythme qu'augmentaient nos dépenses obligatoires dans



Lors du salon Aeroadour à Pau. Le Conseil général soutient l'innovation technologique et la formation.

le domaine de l'aide sociale » abonde Georges Labazée. Entre 2004 et 2011, les seules dépenses liées au RSA et aux allocations pour les personnes âgées et handicapées¹ ont bondi de près de 60 %.

L'élaboration du budget doit donc se faire sous la contrainte d'une stagnation des rentrées d'argent. « Nous savons que nos recettes de fonctionnement, qui sont d'environ 640 millions d'euros, n'évolueront que très faiblement » avance Philippe Garcia. Ces recettes sont composées pour l'essentiel de dotations de l'État, de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), des droits de mutation² et enfin de la taxe foncière sur les propriétés bâties. Cette dernière constitue le seul levier principal sur lequel peut jouer le Conseil général pour augmenter ses recettes, les autres ressources étant indépendantes de sa volonté. Mais augmenter le taux de



PAROLE D'EXPERT

« Les finances des départements sont, bien plus que celles des autres collectivités locales, sous forte tension. La crise provoque déjà un effet de ciseau entre l'évolution des dépenses et celle des recettes. L'atonie de l'activité économique freine, voire réduit la progression des ressources fiscales : fiscalité sur les entreprises, droits de mutation. En revanche, les dépenses sociales sont fortement sollicitées. Les départements ne peuvent guère escompter que l'État vienne compenser ces écarts d'évolution par des dotations. Mais, au-delà de la crise, les effets du vieillissement de la population sont des questions financières d'une tout autre ampleur. On n'en perçoit aujourd'hui que les prémices à travers l'envolée des dépenses de l'allocation personnalisée d'autonomie. »

Jean-Michel Uhaldeborde, professeur d'économie, conseiller d'établissement à la Direction générale pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle, ancien président de l'université de Pau et des pays de l'Adour.

LE CONSEIL GÉNÉRAL AFFICHE SA VOLONTÉ DE SOUFFLER DANS LES VOILES DE L'ÉCONOMIE

la taxe foncière sur les propriétés bâties reviendrait à pénaliser les ménages. Ce que se refuse à faire l'exécutif départemental. « Nous avons fait le choix de ne pas augmenter les impôts locaux et cela reste une priorité » rappelle le président Georges Labazée. Comment, dès lors, résoudre cette difficile équation ? Réponse de Philippe Garcia : « En conservant un niveau d'épargne élevé, de l'ordre de 62 millions d'euros, qui nous permet de contenir notre dette, et en rationalisant l'ensemble de nos politiques. En clair, nous devons faire aussi bien, voire mieux, avec moins de moyens. »

Enfin, et c'est la dernière clé de l'avenir : l'anticipation. « Nous travaillons d'ores et déjà sur les exercices budgétaires 2014 et 2015 » avance le vice-président chargé des finances. « Nous préparons nos maquettes financières en fonction des différents scénarios économiques et législatifs qui pourront se présenter à nous dans les années à venir. » ■

- 1 - Il s'agit de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA), destinée aux personnes âgées, et de la prestation de compensation du handicap (PCH).
- 2 - Les droits de mutation à titre onéreux (DMTO), que l'on appelle communément frais notariés, sont les droits prélevés sur les transactions immobilières, ventes, viagers, adjudications ou partages de biens indivis.

C'est une volonté forte du Conseil général : favoriser l'emploi par des aides indirectes au développement industriel.



LE BUDGET PRIMITIF 2013

Les dépenses par politique

en fonctionnement et en investissement, hors remboursement de la dette

757 millions d'euros

Solidarités 40,82 %
dont insertion 9,63 % ;
enfance, famille et santé publique 8,14 % ;
autonomie (personnes âgées et
handicapées) 22,55 %

**Logement, habitat,
culture, sport, jeunesse
4,19 %**

Environnement 3,02 %

**Développement
territorial 2,71 %**

**Développement
économique 3,18 %**

Éducation 6,51 %

Ressources 25,24 %

Déplacements 14,82 %



305* la solidarité

Le Conseil général consacre plus de 305 millions d'euros à ses politiques de solidarité. Sur cette somme, 170 millions sont destinés à l'autonomie, c'est-à-dire aux personnes âgées et handicapées, notamment pour l'accueil en établissement et l'aide à domicile. Viennent ensuite les politiques d'insertion pour 73 millions d'euros, essentiellement consacrées au RSA. Enfin, 62 millions sont destinés à l'enfance, à la famille et aux actions de santé publique.

solutions alternatives telles que le covoiturage et le transport à la demande.

49* l'éducation

Elle arrive sur la quatrième marche du podium. L'éducation compte pour 49 millions dans le budget 2013. Cette ligne budgétaire comprend l'entretien, la rénovation et la construction des collèges publics du département. Une part est également consacrée à l'équipement des établissements, notamment en matériel informatique, ainsi qu'à un accompagnement éducatif.

en termes de fiscalité, directe ou indirecte. Le taux de cette taxe foncière sur les propriétés bâties est de 13,47 %, ce qui en fait le plus bas des régions Aquitaine, Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon réunies. Sur cette même zone, la moyenne se situe 21,94 % et le taux le plus élevé est détenu par le Gers avec 32,86 %.

77* les droits de mutation

Les droits de mutation à titre onéreux, prélevés sur les transactions immobilières, sont la troisième source de revenu du Conseil général. Avec 77 millions d'euros prévus au budget primitif 2013 en recettes de fonctionnement, ils se placent derrière les dotations de l'État (157,3 millions d'euros) et la taxe foncière sur les propriétés bâties (112,2 millions d'euros). Ces rentrées d'argent sont notamment complétées, pour les plus gros

postes, par la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (64,6) et la taxe intérieure sur les produits pétroliers (41,6). Après avoir connu un pic à 92,7 millions en 2011, les droits de mutation sont en baisse depuis trois ans.

311 euros la dette par habitant

Une dette globale de 26 400 euros pèse sur la tête de chaque Français. Elle est détenue pour 78 % par l'État, 10 % par les collectivités territoriales et 12 % par les administrations sociales. Sur ces 26 400 euros de dette publique par habitant, le Conseil général compte pour 311 euros, soit 1,18 %.

* en millions d'euros, hors remboursement de la dette. Ces sommes sont comprises en fonctionnement et en investissement.

► **137 INSTALLATIONS**

Parmi les 137 installations de jeunes agriculteurs recensées en 2012, 59 % se situent sur la zone de montagne du Pays Basque. Les cantons de Saint-Etienne-de-Baïgorry, Iholdy, Saint-Palais et Mauléon-Licharre arrivent en tête avec 16 à 20 installations chacun. En Béarn, la plaine accueille près d'une installation sur deux, loin devant les zones dites défavorisées ou de montagne. Côté profil, on note 30 % de femmes et un âge moyen de 29 ans.

► **26 INSTALLATIONS HORS CADRE FAMILIAL**

S'installer, même sans parenté dans l'agriculture, c'est possible. Ils étaient 26 jeunes agriculteurs dans ce cas en 2012. Avec peu de foncier, ces entrepreneurs optent souvent pour des activités de maraîchage ou d'élevage ovin lait.

► **1 MILLION D'EUROS D'AIDES**

Sur les 5 millions d'euros qu'il alloue à l'agriculture, à l'agroalimentaire et à la forêt, le Conseil général a fait le choix de dédier 20 % de son budget, soit 1 million d'euros, à l'aide aux jeunes agriculteurs. Ce dispositif existe depuis 2005 dans les Pyrénées-Atlantiques. Lorsqu'il s'installe en Béarn ou en Pays Basque, un jeune agriculteur peut ainsi obtenir, entre l'État et le département, une aide financière qui se situe entre 16 000 et 23 000 euros.

► **50% EN CIRCUIT COURT**

La vente directe a la cote. La moitié des nouveaux agriculteurs ont opté pour le circuit court. Fromage bien sûr, mais aussi maraîchage, viande bovine ou encore vins arrivent en tête du palmarès des produits commercialisés directement du producteur au consommateur.

SECRET D'ÉCO

► **30,5 MILLIONS D'EUROS D'INVESTISSEMENT**

L'installation de jeunes agriculteurs est une manne pour l'économie locale : 30,5 millions d'euros ont été investis en 2012 sur le département. De 211 628 euros en plaine à 239 698 euros en zone de montagne, les jeunes agriculteurs investissent fortement, que ce soit pour renouveler leur matériel ou mettre aux normes leurs installations.

► **63 JEUNES EN OVINS LAIT**

Soixante-trois jeunes installés ont fait le choix de développer principalement leur activité autour de l'élevage ovin lait. La production de bovins viande s'inscrit souvent comme un élevage complémentaire, avec 64 ateliers. Du côté des productions végétales, le maraîchage arrive en tête avec 10 installations principales, talonné de près par la viticulture, avec huit nouveaux vigneron.

LES JEUNES AGRICULTEURS S'INSTALLENT EN FORCE

ILS CHOISISSENT MAJORITAIREMENT LE PAYS BASQUE POUR LA PRODUCTION DE LAIT DE BREBIS. PASSIONNÉS ET QUALIFIÉS, ILS SE SONT INSTALLÉS MASSIVEMENT DANS LE DÉPARTEMENT EN 2012. RECORD NATIONAL À LA CLÉ.



PAROLE D'ÉLU

« L'époque où l'aïné devait à tout prix reprendre la ferme est révolue. Aujourd'hui, les jeunes font un choix de vie lorsqu'ils s'installent. Ils ont quasiment tous suivi une formation adéquate dans un lycée agricole et savent ainsi s'adapter. Ce chiffre record d'installations est de bon augure pour l'avenir de l'agriculture départementale. C'est dans cet esprit de préparation de l'avenir que le budget alloué à l'agriculture par le Conseil général s'élève à 5 millions d'euros. Une somme conséquente, que nous répartissons essentiellement entre l'aide à l'installation et des aides pour la mise aux normes des bâtiments. »

Michel Pastouret, vice-président en charge de l'agriculture

dynamique. L'effet boule de neige joue aussi. Plus il y a de jeunes qui s'installent, plus d'autres en ont l'envie » avance Nicolas Bernatas, élu à la chambre d'agriculture des Pyrénées-Atlantiques. « Dans un contexte de crise, ce chiffre record prouve surtout que l'agriculture est perçue comme une solution d'emploi et non comme une voie de garage » met-il en lumière.

Ces installations sont aussi le fruit d'un travail collectif. « Tout est mis en œuvre pour qu'il y ait un maximum d'installations. Dix antennes permettent d'accompagner le jeune dans sa démarche » précise-t-il.

Gauthier Moureu, 23 ans, est l'un de ces nouveaux entrepreneurs. Il se lance dans l'élevage de porcs, sous label IGP Jambon de Bayonne, et dans la production de blondes d'Aquitaine. Installé depuis octobre 2012 à Mazerolles sur l'exploitation familiale, il a suivi des études au lycée agricole de Montardon. « J'avais cette envie depuis mon enfance. J'ai la même vision de la conduite de l'exploitation que mon père. Mais au quotidien, je vérifie que devenir entrepreneur est une aventure très différente » témoigne Gauthier Moureu. L'avenir, pour lui, passe par une remise aux normes des installations, et par la vente directe. « Créer un atelier de transformation et valoriser notre production est un sillon que je compte creuser » annonce-t-il.

« S'installer, c'est devenir chef d'entreprise »

À Gotein-Libarrenx, l'avenir d'Erramun Etchecopar se trouve aussi dans la vente directe. Après des études en lycée agricole, son installation, au sein de l'exploitation familiale ancrée en zone de montagne, sonnait pour lui comme une évidence. Il sait cependant que le ciel ne sera pas toujours dégagé. « La filière laitière connaît d'importantes difficultés. Près de 80 ateliers ont cessé ce type

L'année 2012 a été un bon cru pour l'agriculture départementale. Pas moins de 137 jeunes agriculteurs se sont installés dans les Pyrénées-Atlantiques, ce qui constitue un record au plan national. Six agriculteurs sur dix ont choisi de travailler au Pays Basque, en zone de montagne. Les terres qui s'étendent de Saint-Palais à Saint-Etienne-de-Baïgorry tiennent le haut du pavé avec 80 installations d'exploitants de moins de 40 ans. « Cela tient à la fois à des raisons culturelles d'attachement des agriculteurs basques à leur territoire et au fort taux d'installation autour de la production de lait de brebis, une filière très



Gauthier Moureu, 24 ans, nouvel agriculteur à Mazerolles : « J'avais cette envie depuis mon enfance ».



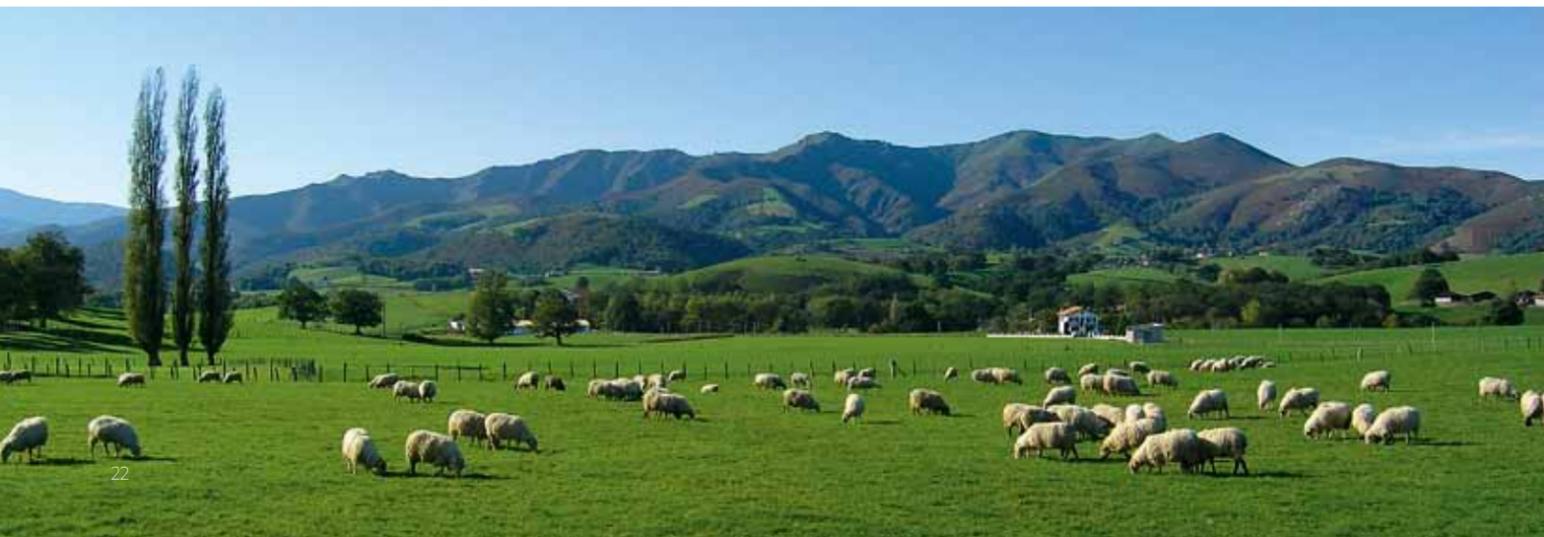
Un quart des jeunes agriculteurs dispose aujourd'hui d'une formation supérieure au baccalauréat.

d'activité l'an dernier dans le département, en raison d'un prix du lait insuffisamment rémunérateur et de charges en augmentation. Pour pérenniser mon exploitation, je souhaite doubler, voire tripler la production de fromage de vache et étoffer ma gamme en produisant du beurre ou de la crème fraîche » projette-t-il.

L'envie et la passion ne suffisent plus. Devenir agriculteur demande une préparation de plus en plus exigeante. Aujourd'hui, un quart des jeunes agriculteurs font valoir une formation supérieure au baccalauréat. « S'installer, c'est devenir chef d'entreprise. Et la vie d'un entrepreneur est un combat. Aller trop vite peut-être préjudiciable » met en garde Nicolas Bernatas. « Il faut compter au minimum quatre mois avant de pouvoir voler de ses propres ailes. » Une période pendant laquelle chaque candidat à l'installation est tenu de présenter son projet aux techniciens de la chambre d'agriculture ou doit encore obtenir les diplômes pour devenir responsable d'exploitation. Enfin, il faudra décrocher la dotation Jeunes agriculteurs. Mis en place par l'État et appuyé par le département, ce dispositif permet de bénéficier d'une aide financière et d'accéder à des prêts bonifiés. Un sésame devenu quasi-indispensable. ■

Le massif du Baïgura. Dans le département, six agriculteurs sur dix ont choisi de s'installer au Pays Basque, en zone de montagne, pour y développer des activités d'élevage de brebis laitières.

À Gotein-Libarrenx, Erramun Etchecopar a repris l'exploitation familiale. Pour la pérenniser, il envisage de doubler, voire tripler la production de fromage de vache.



LANGUE BASQUE

Gazteak laborantza biologikoan sartzen dira

Mikel Negueloua laborari gazteak ardi gasna eta aratxekia saltzen ditu bere etxaldetik. Ekoizpen biologikoak bata eta bestea. Klasikotik biologikora nola pasatu den eta kontsumitzaileak segitzen duen erraiten digu.

Zerk pusatu zaitu biologikoan sartzeraz, zure baserriko ekoizpenak ez zirena ote onak eta fidagarriak osagarriarentzat ?

- Aitak du biologikora pasatzeko urratsa burutu. Jadanik biologikotik aski hurbil zen, onkailu kimiko gutirekin, eta nik laborantzan sartzerakoan biologikoari baizik ez nuen pentsatzen, ekoizpena egin ahala garbia eta kalitate onekoa segurtatzeko; eta nonbait harro naiz gure ekoizpena naturaren ahalekin ateratzeaz.

Nola antolatu duzue klasikotik biologikora-terako pasaldia ?

- Lehenik 2008-ko maiatzean, lurrak ezarri ditugu biologikorako aldaeran, eta ardiak urtea berantago. Bi urte galdatu ditu lurren aldaerak

eta ardienak urte bat eta sei hilabete. Horrek ahalbidetu du 2009-ko abendoan jada gure bildotsak biologiko kategorian saltzea, eta ardi esnea ere negu horretatik aitzina. Behien kasuan, 2009-tik 2011-ra burutu dugu aldaera, maiatzetik maiatzera.

Zenbateko inbertizimendua galdatu du aldaera horrek ?

- Konplikatu da bihurgune hori, abereak behar dira zaldare biologikoei usatu, zaldare horiek, hala nola artoa klasikoa baino bi aldiz kariago pagatu behar da; aldiz tarte horretan ekoizkinak usaio prezioan saltzen segitu dugu, diferentzia horrek ditu zailtasunak sortzen, biologiko ziurtagiriaren eskuratzeak baino anitzez gehiago.

Kontsumitzaileak galdu ala irabazi dituzue biologikora pasatzearekin ?

- Aratxekia edo xahalkia jada erosten zutenek segitu gaituzte biologikora pasatzearekin deusik erran gabe. Lehen aldikoz proposatzen hasi gara axurki biologikoa ere aratxekiaren ondoan, publiko berri bat hunki ahal izan dugu AMAP



elkartetan, hazkurri biologikoa espresuki nahi duena. Hots, horrelako publiko biologikora pasatuz baizik ez genuena hunkitzen ahal, gehitzen ba diozu horri ba dela jende AMAP-etan sartzea igurikatzen duena, garbi ikusten da ba dela jendea biologikoa bilatzen duena, gehiago oraino azken egun hauetan behi eta zaldi haragien artean izan diren historioekin.

La double réussite de Mikel Negueloua

Mikel Negueloua vient de se lancer dans l'agriculture biologique, avec la collaboration active de son père. Il propose de la viande d'agneau et de veau. Il réussit un double pari : garder ses clients habituels qui sont passés au biologique, et trouver un nouveau public. ■

INDUSTRIE

Un soutien à l'engagement local

Les industriels des Pyrénées-Atlantiques croient à leur avenir. Messier-Bugatti-Dowty, à Bidos, et Toray Carbon Fibers Europe, sur le bassin de Lacq, investissent ainsi près de 200 millions d'euros pour moderniser leurs outils de production. Chacun vient de signer une convention Grands projets avec le Conseil général. Ce qui veut dire que le département apporte son soutien financier à ces opérations en contrepartie d'engagements forts. Les industriels favoriseront par exemple les contrats d'apprentissage, réserveront des emplois à des bénéficiaires des minimas sociaux ou favoriseront la sous-traitance locale. « Ce concept nous permet d'encourager l'innovation et de soutenir le développement économique local, tout en exprimant nos attentes de retour pour nos territoires » résume Jacques Cassiau-Haurie, vice-président du Conseil général chargé du développement. « Nous avons

par exemple conclu un partenariat sur trois ans avec Pôle emploi pour le recrutement et l'insertion de nouveaux collaborateurs » cite Jocelyne Guichard, directrice administrative et financière chez Toray CFE. « Nous nous sommes également engagés sur le recours aux compétences de prestataires installés sur le bassin de Lacq » illustre-t-elle. L'entreprise, qui soutient l'enseignement supérieur par des contributions à l'université de Pau, doit également participer aux démarches de promotion des métiers de l'industrie menées par le Conseil général. De son côté, Messier-Bugatti-Dowty s'est de même engagé à maintenir une activité importante avec les sous-traitants du département et à collaborer avec les services insertion du Conseil général pour le recrutement de certains profils. Les conventions Grands projets du Conseil général représentent une expérience unique en France. Elles suscitent de l'intérêt. Le gou-

vernement français a demandé des informations complémentaires sur le sujet à Georges Labazée, président du Conseil général. ■

Premières signatures

Messier-Bugatti-Dowty, Toray Carbon Fibers Europe et Novasep sont les trois premières entreprises à avoir signé, depuis octobre 2012, une convention Grands projets avec le Conseil général des Pyrénées-Atlantiques.



Les futurs bâtiments de Messier-Bugatti-Dowty.



... Annie Bordenave, assistante familiale

À Hosta, au Pays Basque, elle accueille à son domicile des enfants placés. Une vie de partage dont elle a fait son métier, avec ses difficultés et ses joies immenses.

Plus de dix ans après, son enthousiasme est intact. « Le métier d'assistant familial est parfois difficile mais il procure avant tout un immense plaisir » se délecte Annie Bordenave, 52 ans.

Dans la grande maison de campagne qu'elle habite avec son mari Georges, elle termine de ranger les chambres. Levée depuis 6 h 45, elle vient d'amener à l'école les trois enfants qui vivent actuellement à son domicile. Âgés de dix, huit et quatre ans, ils font l'objet d'un placement judiciaire en famille d'accueil. « Au quotidien, leur présence est tout à fait naturelle. Ils s'intègrent très bien, aussi bien dans la famille que dans le village, et nous agissons exactement comme s'ils étaient les nôtres » sourit l'ancienne coiffeuse de Rivehaute, reconvertie après une formation assurée par le Conseil général.

« Un bébé de huit jours »

Pendant 14 ans, à leur domicile d'Hosta, tout petit village blotti aux confins du Pays Basque, les Bordenave ont d'abord reçu en vacances des enfants du Secours catholique. A l'époque, Annie et Georges vivaient encore avec leurs deux propres enfants, aujourd'hui majeurs. « Pour eux,



413 ASSISTANTS FAMILIAUX

Le Conseil général emploie 413 assistants familiaux répartis sur tout le territoire des Pyrénées-Atlantiques. Il s'agit essentiellement de femmes. Un nombre croissant d'hommes, soit une trentaine à ce jour, embrasse cependant la profession.

Le Conseil général recrute des assistants familiaux. Pour tout renseignement, s'adresser à la Maison de la solidarité départementale de votre domicile ou consulter le site cg64.fr.

ces périodes ont été très constructives et ils en gardent des souvenirs très forts » appuie leur mère. En 2002, une amie qui exerce déjà la profession la convainc finalement de franchir le pas. Annie Bordenave obtient l'agrément d'assistante familiale. « Le premier enfant que j'ai accueilli était un bébé de huit jours, né sous X. Je l'ai gardé pendant deux mois avant qu'il ne rejoigne sa famille d'adoption. C'était une expérience très émouvante ! »

Il est bientôt 17 heures. Annie Bordenave descend sur la place du village pour le retour de la navette des transports scolaires. Sourires, embrassades, et la petite troupe remonte vers la maison. S'enchaînent goûter, devoirs, douche et temps de jeux. Puis, c'est l'heure du repas, « toujours très vivant et pris tous ensemble » tient à souligner l'assistante familiale. « Notre rôle est d'offrir un environnement stable à ces enfants » poursuit-elle. « Par contre, si un problème se pose, je ne prends jamais de décision seule. Je m'adresse à mon référent et je reçois immédiatement une réponse. Nous sommes professionnellement très bien encadrés » rassure-t-elle.

La nuit tombe sur les collines d'Hosta et les voix résonnent dans la chaleur de la maison. « Nous avons fait le choix d'une vie de partage glisse Annie Bordenave. Les enfants nous apportent énormément d'affection. Leur énergie nous "booste". Tout ce que nous faisons, c'est pour eux. » ■



UNE FORMATION OBLIGATOIRE

Un agrément, délivré par le Conseil général, est la première étape pour accéder à la profession d'assistant familial. Il est indispensable à toute demande d'embauche auprès du Conseil général ou d'une association de placement familial. Une formation est ensuite obligatoire pour exercer ce métier. L'accueil d'un premier enfant pourra se faire après un stage préparatoire de 60 heures, complété par 240 heures de formation qualifiante, à la charge de l'employeur. Une fois recruté, l'assistant familial dispose d'un contrat de travail, d'un salaire et d'indemnités, de congés, d'une couverture sociale et d'un régime d'imposition spécifique.

DE LA NAISSANCE À 21 ANS

Les enfants accueillis par les assistants familiaux sont âgés de zéro à 21 ans. Quel que soit leur âge, leur famille d'accueil doit leur apporter toute son attention et leur offrir un cadre de vie serein. La nature du placement peut être d'ordre juridique ou administratif. Elle est de durée variable, de quelques jours à plusieurs années en fonction des cas. Les enfants sont quasiment tous originaires du département.

ACCUEILLIR DES ENFANTS... MAIS AUSSI DES PERSONNES ÂGÉES OU HANDICAPÉES

À la manière des assistants familiaux qui élargissent leur famille aux enfants placés, les accueillants familiaux ouvrent leur quotidien aux personnes âgées ou handicapées. Un contrat, permanent ou temporaire, lie alors directement les deux parties. Le Conseil général forme l'accueillant et délivre l'agrément obligatoire. Il assure de même le suivi médico-social de la personne accueillie. Si vous souhaitez accompagner des adultes vulnérables, permettre un répit à leur famille, n'hésitez pas à vous renseigner auprès du pôle accueil familial du Conseil général : **05 59 46 52 10**

LIVRES

UN DÉPARTEMENT À LA PAGE

La bibliothèque départementale des Pyrénées-Atlantiques contribue à l'animation de 161 lieux de lecture. Partout, les amateurs de livres disposent d'une offre renouvelée.



La compagnie des Cailloux Sauvages à la médiathèque Jean-Louis Curtis. Le réseau de lecture publique d'Orthez propose en moyenne deux animations par mois.

Aucune bibliothèque de France n'achète l'ensemble des 40 000 livres édités chaque année dans l'hexagone. Pourtant, qu'il habite Sault-de-Navailles ou Boucau, le lecteur trouvera son bonheur sur les étagères de la bibliothèque municipale la plus proche de son domicile. On doit ce petit tour de force culturel à la bibliothèque départementale des Pyrénées-Atlantiques (BDPA), gérée et financée par le Conseil général. Avec un fonds de 250 000 livres et 30 000 CD, elle alimente et renouvelle régulièrement les rayonnages des

161 lieux de lecture qui maillent le département. « Sur réservation d'un adhérent, nous pouvons solliciter pour obtenir de très beaux livres d'art ou d'architecture, ou pour emprunter le dernier roman de Marc Lévy » énumère Catherine Luc, directrice de la bibliothèque de Boucau. Le livre demandé est alors acheminé dans un délai maximum de 30 jours. Le service de réservation et de navette répond chaque mois à plus de 1 000 sollicitations de lecteurs.

Un messenger de choix tient un rôle clé dans le dispositif de renouvellement des fonds. « Nous achetons un tiers des livres que nous proposons.

Le reste nous est fourni directement par la bibliothèque départementale, via le bibliobus qui s'arrête chez nous trois fois par an. Autrement, nous ne pourrions pas renouveler notre fonds et notre attractivité s'étiolerait » met en exergue Catherine Luc.

Tapis et théâtre japonais

Le service départemental ne s'arrête pas là. Des outils d'animation sont notamment mis à disposition des bibliothécaires. Des expositions,

très demandées, circulent également sur tout le territoire. « L'aide de la bibliothèque départementale est considérable et nos échanges sont quotidiens. Nous empruntons des tapis de lecture pour les petits, ou encore des « kamishibai », ces petits théâtres japonais sur papier. De plus, pour nos personnels et nos bénévoles, l'offre de formation est très pertinente » souligne Anna Cassagnau, directrice de la médiathèque de Garlin. La structure a pu compter sur le prêt de 4 500 livres et 800 CD pour constituer son fonds documentaire.

L'heure est également à la mise en place de réseaux de lecture publique. Sur le canton d'Orthez, trois bibliothèques-relais et cinq haltes-lecture fonctionnent comme des satellites de la médiathèque Jean-Louis Curtis. Un animateur, dont le poste est financé par le Conseil général, est chargé de faire vivre ce réseau et d'en encadrer la vingtaine de bénévoles. « Il les aide pour l'achat de livres, pour gérer le travail en équipe ou pour les orienter vers les formations proposées par la bibliothèque départementale. Les bénévoles sont également demandeurs d'animations élaborées par notre équipe » développe Stéphanie Orliac, directrice de la médiathèque d'Orthez.

La bibliothèque départementale finance 50 % du programme d'animations de ces réseaux. À Orthez, comme dans les structures départementales de même taille, des rendez-vous publics sont proposés en moyenne deux fois par mois. Avec à la clé un succès grandissant. ■



PLUS DE LIVRES ET DE CD POUR TOUS

Le Conseil général accompagne chaque bibliothèque du département. Il encourage les communes et les communautés de communes à gérer leurs bibliothèques en réseau. Cette mutualisation permet d'offrir au lecteur un maximum de livres et de CD. Le Conseil général participe à l'achat de mobilier, de matériel informatique et de véhicules, au recrutement pour trois ans d'un bibliothécaire par réseau, à l'animation culturelle, au transport de groupes... Dans le cadre de ses politiques de développement des territoires, il finance également en partie la construction ou la rénovation de bibliothèques. Le Conseil général a adopté en mars un nouveau schéma départemental de lecture publique qui renforce toutes ces actions en faveur du livre.



PAROLE D'ÉLU

« À travers la bibliothèque départementale, le Conseil général ne propose pas seulement un service de dessert pure mais bel et bien une offre de services et d'outils aux bibliothèques du département. Nous produisons notamment une soixantaine d'expositions de très belle qualité, très demandées. La mise en réseau que nous accompagnons par la mise en place d'outils de fonctionnement communs est un formidable accélérateur des échanges entre tous les lieux de lecture. Nous encourageons aussi la découverte de la langue basque et occitane. »

Henri Etcheto,
conseiller général
de Bayonne-ouest.



Béarnais-gascon-occitan - Graphie béarnaise

La pelote qu'arreboumbe hénis lous libiès

E sera esport ou culture ? Lous dus en û cop, ya ! Deu 15 d'abri e dinqu'au 15 de may, la pelote que s'embite hénis lous libiès deu departamén dap ûe bère troupe d'animaciòus de tout ourdi. Espousciòus : que s'y bederan foutougrafies, cartes poustales bièlhes e tout ço qui cau ta esplica au mouñde ço qui éy la pelote. Rencountres e counferénces que y abera tabé, dap Pierre Peré ta-ns parla deu « rebot » e Pierre Sabalo au sudyèc de l'istòri de la pelote. Que s'y poudera tabé descoubri lous secréts d'û atelièr ou s'y hè « xares », aquères raquétes dap hialat moufle, ûe de las especialitats de la pelote.

Tout aco que p'ey proupousat per la mediathèque deu céntrè Nelson Paillou amasse dap lou libiè departamentau. « La pelote n'ey pas souñqè û esport, qu'ey tabé ûe partide impourtènte de la culture deu noustè departamén. Que dêche ûe mèrque pregoune sus l'architecture coum tabé sus la bite souciale e culturèle deu parsâ. » ce-ns dits en quàuques mouts Guy Mondorge, sost-capdau deu Counsèlh Generau, carcat deus esports e de la culture. Qu'at saberat tout sus aquéth ligams : reseau sport64.fr et bibliothèque.cg64.fr.

La pelote basque rebondit dans les bibliothèques

Est-ce du sport ou de la culture ? Les deux, mon général. La pelote basque s'invite du 15 avril au 15 mai dans les bibliothèques du département à travers un très riche cycle d'animations. Ce programme est proposé conjointement par la médiathèque du centre Nelson-Paillou, les archives départementales et la bibliothèque départementale.



Le sentier emprunte les lignes de crêtes entre la France et l'Espagne, à la manière des contrebandiers d'autrefois.

RANDONNÉE

À CHEVAL SUR LA FRONTIÈRE

DE SAINT-PALAIS À BIRIATOU, LE SENTIER DES CONTREBANDIERS DÉROULE 200 KM D'ITINÉRAIRE EXCEPTIONNEL. SUR LES CHEMINS DE CRÊTE ENTRE LA FRANCE ET L'ESPAGNE, UNE BALADE ÉQUESTRE À COUPER LE SOUFFLE.

A peine a-t-il quitté ses fourneaux qu'Alain Bidart, hôtelier restaurateur à Banca, va se fournir en avoine pour chevaux. Ce soir-là, l'hôtel Erreguina accueille des cavaliers irlandais en fin d'étape sur le sentier des Contrebandiers. Les hommes, comme les chevaux, ont besoin de reprendre des forces. Le sentier a été imaginé en 1992 par un entre-

preneur de Saint-Palais, Peio Guelot, et par des passionnés de l'association A Cheval Tous Ensemble. Aujourd'hui, cet itinéraire sportif possède tous les atouts pour devenir un must de la randonnée équestre. « Le sentier des Contrebandiers s'adresse plutôt à des pratiquants bien entraînés, avec des chevaux habitués à évoluer en montagne. Il se prête aussi très bien à la pratique du VTT mais un peu moins à la

randonnée pédestre, en raison de la longueur des étapes qui font environ 20 km pour chacun des 10 tronçons du parcours » renseigne Ludovic Loisel, président du comité départemental du tourisme équestre.

Le sentier doit son nom aux contrebandiers qui empruntaient autrefois ces itinéraires montagneux pour passer clandestinement la frontière. Sur les lignes de crête qui courent entre la France

et l'Espagne, les points de vue sont à couper le souffle. Aux Aldudes, les grandes perspectives sur la Navarre sidèrent les randonneurs. Plus tard, l'horizon s'ouvre sur la Rhune et l'océan. Entre-temps, la cavalerie aura traversé d'immenses fougères, franchi des gorges escarpées, longé des précipices comme le très spectaculaire ravin d'Ispéguy, près de Saint-Etienne-de-Baïgorry.



PAROLE D'ÉLU

« **Devant l'engouement pour la randonnée, on ne peut que se féliciter de voir l'aménagement de ce sentier arriver à son terme. Il faut saluer la coopération étroite entre les services du Conseil général et le comité départemental de tourisme équestre sur ce parcours. Les villages traversés par le sentier ont une carte à jouer et nous devons être capables de rendre le territoire attractif pour tous les nouveaux visiteurs que ce chemin drainera. Aussi, il est important de réserver aux cavaliers le meilleur accueil.** »

Jean-Baptiste Lambert, conseiller général de Saint-Etienne-de-Baïgorry.

Fougères, hêtraies, pâturages, passages escarpés : une mosaïque de paysages et de biotopes s'offre aux cavaliers.

En quête de confort

Conduits par le Conseil général depuis 2010, les travaux d'aménagement sont désormais achevés. La signalétique sera complète d'ici cet été. « Le département a investi 40 000 euros pour reprofiler le sentier, installer des portillons, assainir des zones très boueuses et en sécuriser d'autres. C'est en quelque sorte du microgénie rural qui témoigne de notre volonté de doter le département d'un plan de randonnée exemplaire » souligne Guy Mondorge, vice-président du Conseil général, chargé du plan départemental des espaces, sites et itinéraires.

Le travail n'est pas terminé pour autant. Pour monter en puissance, la partie se joue à présent sur le volet hébergement. Ludovic Loisel développe : « Chez les cavaliers, le côté aventure et bivouac est en voie de disparition. Aujourd'hui, les randonneurs recherchent des étapes confortables, pour eux et pour leurs chevaux. » L'heure est donc au travail de terrain, mené par le comité départemental du tourisme équestre, pour encourager les hébergeurs présents le long de l'itinéraire à se doter du



Des points de vue remarquables attendent les randonneurs tout au long des 200 kilomètres du sentier des Contrebandiers.

label Cheval 64. L'assurance pour le cavalier de trouver un enclos sécurisé, d'être renseigné sur l'adresse d'un maréchal-ferrant ou encore d'obtenir rapidement les coordonnées d'un vétérinaire. Le sentier des Contrebandiers n'est pas réservé aux seuls cavaliers chevronnés. Si l'aventure vous tente, n'hésitez pas : des centres équestres ont inscrit cette sortie hors du commun dans leur catalogue d'excursions. rando64.com ■





► Groupe Forces 64 Une gestion à contresens

Pour la deuxième année consécutive, le budget du Conseil général sera voté en mars. Nous estimons qu'il arrive trop tard et regrettons ce choix malheureux.

Dans une situation économique difficile, les acteurs locaux ont besoin d'être accompagnés avec énergie. Le Conseil général a toujours été un des principaux déclencheurs du dynamisme territorial. Conscients de cette réalité, nous tenions nos budgets en décembre. Cette date permettait de maintenir un niveau d'intervention fort, de conduire des projets importants, aux côtés de nos partenaires. L'exécutif a fait un choix différent. Cette volonté, de reculer les choix budgétaires, met en péril les fragiles équilibres de nos territoires.

Alors que nos marges financières se réduisent, que nos collectivités locales sont aux abois, que la situation économique est préoccupante... le Conseil général s'entête dans des décisions incompréhensibles: l'exécutif socialiste continue de payer pour la LGV Tours-Bordeaux, cède à l'État la RD1, en catimini, sans contreparties conséquentes, augmente le nombre d'embauches et ses dépenses de fonctionnement, délaisse la coopération avec nos amis Espagnols au profit de partenaires plus exotiques (Argentine, Bénin).

Autant de décisions qui, cumulées aux baisses des dotations de l'État, laissent présager le pire. C'est pourquoi, en cette période de gestion de plus en plus difficile, le Conseil général doit cibler les véritables priorités et les besoins de nos concitoyens. Nous doutons que les choix politiques actuels aillent dans ce sens.

Volontarisme, pragmatisme et ambition étaient les marques de fabrique des budgets de l'ancienne majorité. Nous, élus du groupe Forces 64, ne retrouvons pas cette volonté d'impulsion dans les orientations socialistes. Nous serons donc attentifs au respect de ces valeurs dans la politique menée par notre institution départementale.

Forces 64

André Arribes, Bernard Auroy, Vincent Bru, Jean-Louis Caset, Bernard Dupont, Jean-Marc Grussaute, Béñat Inchauspé, Jean Lassalle, Jean-Jacques Lasserre, Jean-Pierre Mirande, Jacques Pedehontaà, Charles Pélanne, Josy Poueyto, Denise Saint-Pé, Juliette Séguéla.

► Groupe UMP Orientations budgétaires: l'effet ciseau

C'est dans un contexte lourd que l'exécutif départemental a présenté son rapport d'orientations budgétaires pour l'année 2013.

La majorité socialiste a en effet annoncé la stabilisation des recettes de fonctionnement alors qu'elles avaient encore augmenté de 4 % en 2011. Elle a également indiqué que les dépenses de fonctionnement ont continué à progresser de 31 millions, soit près de 6 % d'augmentation.

La conséquence inévitable est une baisse de l'épargne nette et un risque d'effet ciseau que la paierie départementale relève dans ses analyses lorsqu'elle indique que « si la politique résolue de maîtrise de la dette conduite par le département lui a permis depuis plusieurs années un niveau d'investissement élevé et de conserver une importante capacité d'emprunt, cet avantage a tendance à se réduire depuis 2 ans essentiellement en raison du poids croissant pour le département des charges de personnel et des subventions versées. » Les équilibres financiers projetés pour 2013 sont du même ordre:

- la baisse des recettes est principalement due à la chute des droits de mutation et à un désengagement de l'État sans précédent.
 - la hausse des dépenses est la conséquence de dépenses sociales plus importantes, ce qui est normal en tant de crise, mais aussi d'une augmentation des charges de personnel.
- Le diagnostic est posé, nous attendons désormais que l'exécutif affirme ses orientations, fasse des choix, fixe des perspectives sur les mesures à prendre pour maîtriser les dépenses. Voilà le défi de l'exécutif départemental, un défi qui n'est pas sans rappeler celui du gouvernement, socialiste lui aussi, et pour lequel aucune réponse ne semble pour le moment être donnée.

Max Brisson
et les élus du groupe UMP et apparentés
Barthélémy Aguerre, Francis Courouau, Philippe Juzan,
Jean-Baptiste Lambert, Claude Olive



► Groupe des élus de gauche Une gestion responsable et solidaire

Renforcement de la solidarité, affirmation du service public, précision dans la gestion: ce sont les trois moteurs d'un exécutif de gauche. Le département porte la solidarité entre les personnes et entre les territoires. Les amortisseurs sociaux de la crise sont pour la plupart départementaux. Les politiques que nous avons mises en œuvre, d'autonomie des personnes âgées ou handicapées, pour la jeunesse, la politique de transports publics interurbains ou à la demande, la politique de développement des territoires: toutes ont pour ciment la solidarité.

Le service public, c'est la cohésion sociale. C'est assurer le transport scolaire, le transport interurbain, la protection de l'enfance, l'insertion des adultes. C'est aussi l'aide à l'implantation et au développement des entreprises, à la construction de logements sociaux. C'est rénover les collèges et les routes. C'est tout cela, le service public départemental. Notre action permet de faciliter la vie des personnes, notamment en milieu rural. En 2012, notre département est le premier pour l'implantation de jeunes agriculteurs. Notre politique en faveur des filières agricoles, des circuits courts, des labellisations, porte ses fruits. C'est aussi permettre aux villages et aux villes de réaliser les investissements du futur.

Être précis dans la gestion: en déplaçant en mars le vote du budget, nous connaissons nécessairement les résultats du compte administratif de l'année précédente, ce qui permet une meilleure maîtrise des dépenses publiques. Ainsi, l'utilisation des deniers publics s'est nettement améliorée en 2012, tout en ménageant l'avenir.

Aux effets d'annonce, nous préférons nous engager sur des mesures concrètes, mesurables, vérifiables et préparées dans la concertation. Les mesures qui profitent à ceux qui en ont besoin, dans l'équité et la transparence.

Pour le groupe de la gauche
Margot Triep-Capdeville



SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

vous aussi, soyez volontaire

Volontariat solidaire international, congé de solidarité internationale, service civique international, engagement avec une ONG... venez découvrir les dispositifs qui vous permettront de rejoindre la solidarité internationale.

Journée du Volontariat

samedi 1^{er} juin à Pau

de 13 h 30 à 18 heures au Parlement de Navarre, à côté du château de Pau.

Entrée libre et gratuite.

Stands d'information, témoignages, rencontres, débats. Tout savoir sur le congé de solidarité internationale, les associations actives dans le domaine, les dispositifs de volontariat.

Renseignements:

Cap Coopération: 05 56 84 82 26

Conseil général des Pyrénées-Atlantiques, pôle 100 Projets solidaires.

Tél.: 05 59 11 44 72 et 06 75 37 39 77



Samedi 27 avril

Le petit train de la Rhune vous attend

**Journée spéciale d'animations
de 9 h à 18 h 30**